

Les Malgaches déplorent l'ampleur de la corruption, mais craignent de la signaler

Dépêche No. 302, Afrobaromètre | Désiré Razafindrazaka, Laetitia Razafimamonjy, et Ellora Soulisse

Résumé

La corruption freine le développement économique et démocratique, et à Madagascar elle est présente autant dans la sphère politique que dans les services publics. C'est pourquoi, depuis 2004, le pays s'est engagé dans la lutte contre la corruption en se dotant de plusieurs institutions comme le Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO), le Service de Renseignement Financier de Madagascar (SAMIFIN), le Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI), et le Pôle Anti-Corruption (PAC). Cette chaîne d'institutions permet la réception des dossiers de doléances jusqu'au traitement juridique de la corruption.

Cependant, la corruption ne cesse d'être ressentie par les citoyens, à travers l'inégalité devant la loi, les versements de pots-de-vin, et la nécessité parfois de payer quelque chose pour obtenir effectivement des services publics courants. Selon l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de Transparency International (2018), entre 2012 et 2018, Madagascar perd 7 points (32 à 25), classant le pays du 118^e rang au 152^e rang sur 180 au niveau mondial.

De fait, on observe d'après la plus récente enquête d'Afrobaromètre à Madagascar que trois quarts des Malgaches perçoivent une assez grande augmentation de la corruption. Les plus corrompus sont, d'après la population, les policiers et les gendarmes, mais aussi les juges et les magistrats.

Cependant, presque 90% des Malgaches pensent que signaler un acte de corruption auprès du BIANCO a de grandes chances d'être entendu. En revanche, la grande majorité des citoyens, quels que soient le sexe, le lieu de résidence, l'éducation, le niveau de vie et l'âge, ont peur de signaler des faits de corruption à cause des risques de représailles ou d'autres conséquences négatives.

Au lendemain des élections présidentielles, ces résultats sur l'évolution de la corruption au niveau du pays constituent un outil de prise de décision en matière de réforme et de priorisation des actions en faveur de la promotion de la bonne gouvernance.

L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et les questions connexes en Afrique. Six séries d'enquêtes ont été réalisées dans 37 pays africains entre 1999 et 2015, et les résultats de la Série 7 (2016/2018) sont actuellement en cours de dissémination. Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobaromètre à Madagascar, dirigée par le cabinet COEF Ressources, a interviewé 1.200 adultes malgaches en janvier-mars 2018. Un échantillon de cette taille donne des résultats au niveau du pays avec une marge d'erreur de 3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées à Madagascar en 2005, 2008, 2013, et 2014.

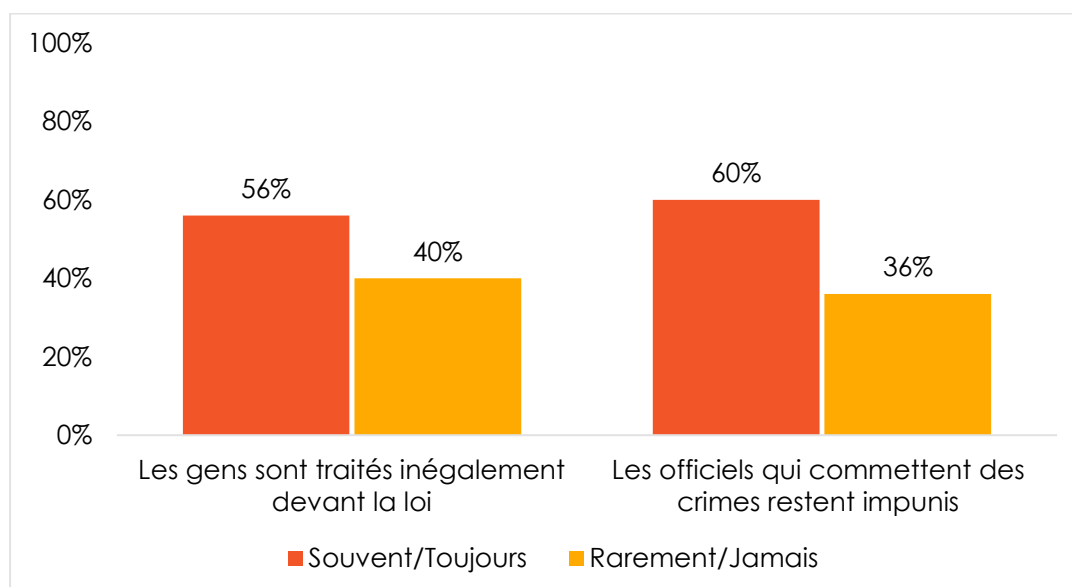
Résultats clés

- La majorité des Malgaches pensent que les gens sont « souvent » ou « toujours » inégalement traités devant la loi (56%) et que les officiels qui commettent des crimes sont « souvent » ou « toujours » impunis.
- Selon les Malgaches, les officiels les plus touchés par la corruption sont les policiers et gendarmes (dont 44% des répondants pensent que « la plupart » ou « tous » sont corrompus) et les juges et magistrats (39%). Le tiers environ des répondants estiment que les membres du gouvernement (34%), les officiels de la Présidence (33%), et les parlementaires (31%) sont aussi impliqués dans des affaires de corruption.
- Parmi les citoyens ayant eu des contacts avec la police, 41% déclarent avoir dû verser un pot-de-vin au moins une fois, pendant l'année écoulée, pour éviter des difficultés, et 34% pour avoir effectivement une assistance policière.
- Trois citoyens sur quatre (76%) affirment que le niveau de corruption à Madagascar a « un peu » ou « beaucoup » augmenté dans les 12 mois précédant l'enquête.
- Une très grande majorité (87%) des Malgaches jugent qu'il est « quelque peu probable » ou « très probable » de faire réagir le BIANCO s'ils signalent un acte de corruption.
- Mais sept habitants sur 10 (69%) affirment que les citoyens ordinaires signalant des actes de corruption risquent des représailles ou d'autres conséquences négatives s'ils en parlent. Les mieux nantis (49%) et les répondants de niveau post-secondaire (56%) sont les moins inquiets à ce sujet.

L'inégalité devant la loi

Une forme de corruption ressentie dans la vie quotidienne de Madagascar est l'inégalité devant la loi. La majorité (56%) des Malgaches pensent que les gens sont « souvent » ou « toujours » traités inégalement devant la loi, tandis que 40% pensent que cette situation se produit « rarement » ou « jamais ». En plus, 60% affirment que les officiels qui commettent des crimes restent « souvent » ou « toujours » impunis (Figure 1).

Figure 1: Inégalité devant la loi et impunité des officiels | Madagascar | 2018



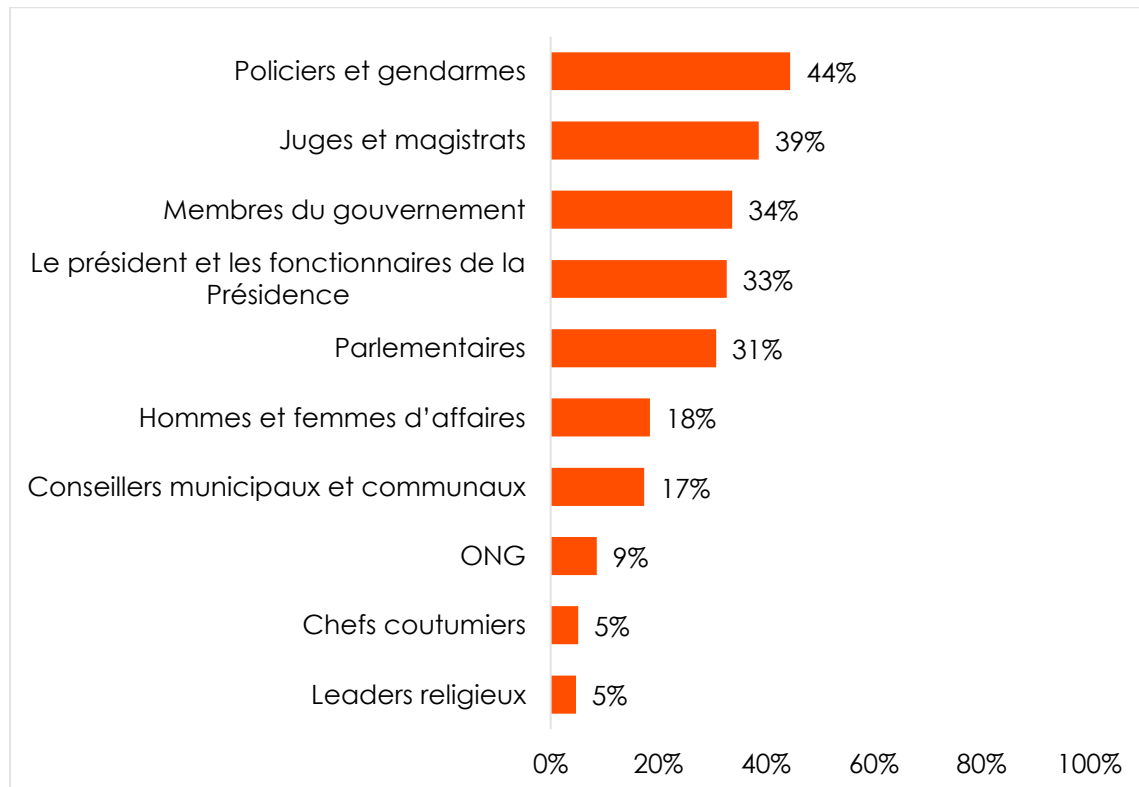
Questions posées aux répondants: Selon vous, à quelle fréquence, dans ce pays, est-ce que: Les gens sont traités inégalement devant la loi? Les officiels qui commettent des crimes restent-ils impunis?

La corruption en pratique: Milieux touchés et faveurs exercées

D'après les citoyens, la corruption est bien présente et ce dans de nombreux secteurs de l'administration publique. En effet, 44% des Malgaches pensent que la plupart ou l'ensemble des gendarmes et policiers sont impliqués dans des affaires de corruption. De même, 39% des répondants affirment que la plupart ou tous les juges et magistrats sont corrompus (Figure 2).

En ce qui concerne la sphère politique, que ce soit les membres du gouvernement (34%), le président et les fonctionnaires (33%), ainsi que les parlementaires (31%), environ un tiers des Malgaches les identifient comme des personnes corrompues. Un répondant sur cinq environ pensent que les hommes et femmes d'affaires (18%) sont impliqués dans des affaires de corruption, et autant le pensent concernant les conseillers municipaux et communaux (17%). Pour la société civile, 9% des citoyens déclarent que les membres des organisations non gouvernementales sont impliqués la plupart du temps ou toujours dans des affaires de corruption. Juste un Malgache sur 20 (5%) pensent que la plupart des chefs coutumiers et des leaders religieux sont corrompus.

Figure 2: Implication dans la corruption | Madagascar | 2018



Question posée aux répondants: Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (% de ceux qui disent « la plupart d'entre eux » ou « tous »)

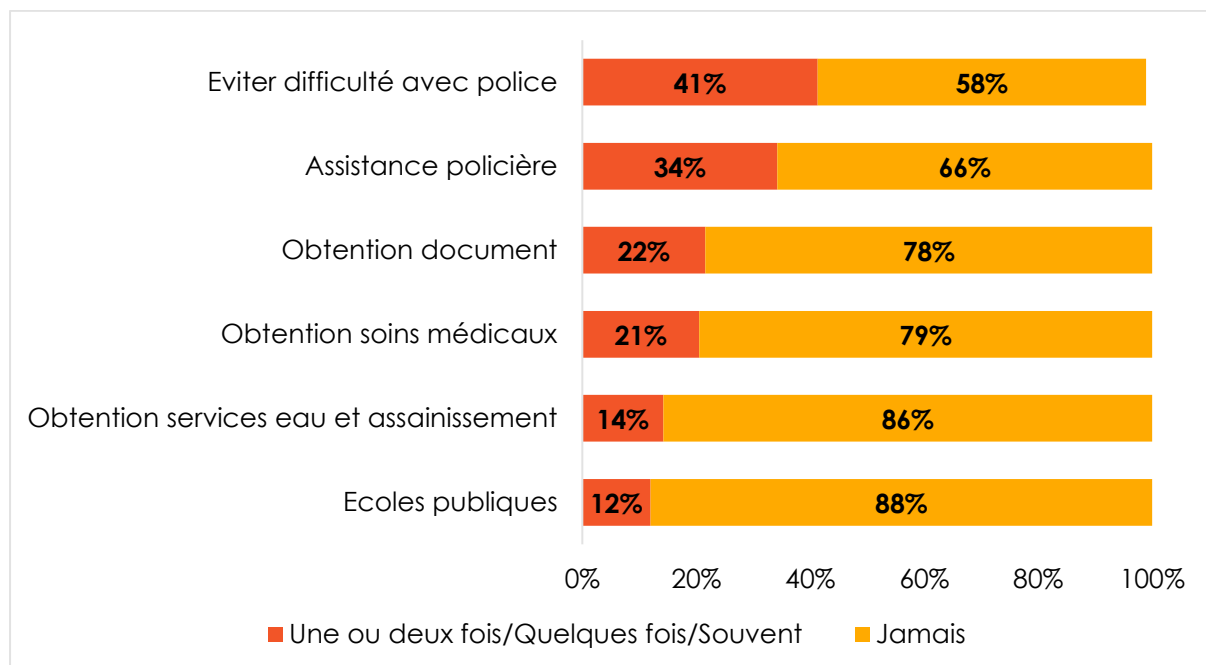
Si la police, les juges et magistrats, et les membres du gouvernement sont les groupes les plus corrompus, selon la population, ces résultats sont corroborés par les pots-de-vin versés aux services gouvernementaux.

Ainsi, la corruption dans le service public semble répandue. En effet, parmi les personnes ayant eu des contacts avec des services gouvernementaux essentiels, certains ont versé des pots-de-vin au service de l'état pour obtenir effectivement ces services.

Entre la corruption perçue et la corruption vécue, on retrouve au premier rang les mêmes services gouvernementaux. C'est-à-dire que ceux qui reçoivent le plus de pots-de-vin, selon les répondants, sont également perçus comme les plus corrompus. En effet, 41% des citoyens ayant eu des contacts avec la police ont dû au moins une fois, voire plus, verser des pots-de-vin ou faire une faveur pour éviter des difficultés. De plus, 34% déclarent de la même façon avoir eu recours à un cadeau pour obtenir l'assistance de la police.

En ce qui concerne l'obtention de documents officiels et de soins médicaux, respectivement 22% et 21% des citoyens ayant eu recours à ces services publics ont dû verser un pot-de-vin pour les obtenir. Les services les moins touchés par cette pratique sont l'eau/l'assainissement et les écoles publiques, où 14% et 12% des citoyens ont dû, respectivement, verser un pot-de-vin au moins une ou deux fois lorsqu'ils ont eu recours à ce service (Figure 3).

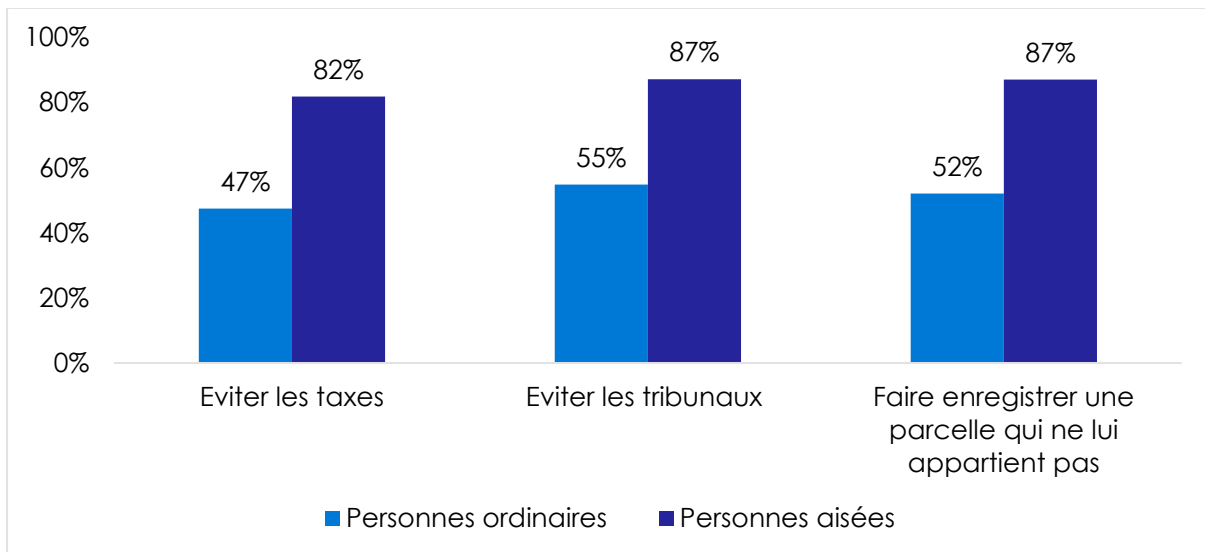
Figure 3: Pots-de-vin versés pour des services gouvernementaux | Madagascar | 2018



Questions posées aux répondants: Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à: Un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont vous aviez besoin de ces écoles? Un agent de santé, ou un employé de la clinique ou de l'hôpital afin d'obtenir les soins médicaux dont vous aviez besoin? Un agent du gouvernement afin d'obtenir le document dont vous aviez besoin? Un agent du gouvernement afin d'obtenir les services dont vous aviez besoin? Un agent de police afin d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin? Un agent de police afin d'éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre?
 (Question posée à ceux qui ont eu contact avec le service gouvernemental en question)

De plus, il existe une distinction entre les personnes ordinaires et les personnes aisées, selon les enquêtés: Les personnes aisées sont plus susceptibles que les personnes ordinaires de verser des pots-de-vin ou de se servir de leurs contacts personnels pour éviter les taxes, éviter les tribunaux, ou encore pour faire enregistrer une parcelle qui ne leur appartient pas. Pour éviter les taxes, 82% des répondants estiment que les personnes aisées pouvaient y avoir recours, contre 47% qui le pensent concernant les personnes ordinaires. Pour éviter les tribunaux et faire enregistrer une parcelle qui ne leur appartient pas, 87% des Malgaches pensent que les personnes aisées pourraient avoir recours à une pratique corruptive, tandis que respectivement 55% et 52% des Malgaches le pensent pour les personnes ordinaires (Figure 4).

Figure 4: Versements des pots-de-vin selon les personnes ordinaires et aisées
 | Madagascar | 2018

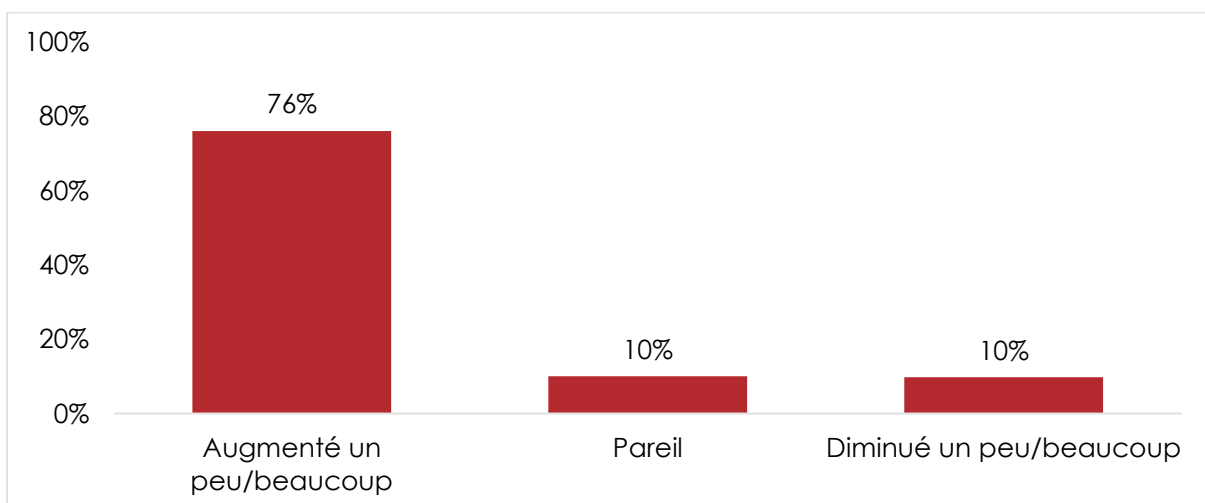


Questions posées aux répondants: Dans ce pays, quelle est la probabilité qu'une personne ordinaire/aisée puisse donner des pots-de-vin ou se servir de ses contacts personnels pour:
 Eviter de s'acquitter des taxes à lui imposées par le gouvernement?
 Eviter de se présenter devant les tribunaux?
 Faire enregistrer en son nom une parcelle de terrain qui ne lui appartient pas ?
 (% de ceux qui disent « quelque peu probable » ou « très probable »)

L'évolution du niveau de corruption

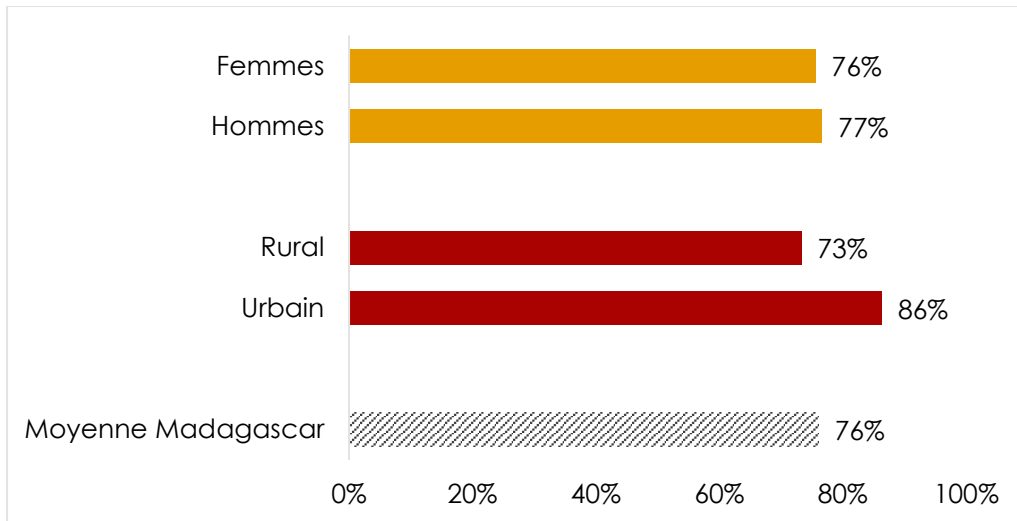
De fait, les Malgaches sont convaincus d'une variation en hausse de la corruption. Plus de trois quarts des Malgaches (76%) pensent que le niveau de corruption a « beaucoup » augmenté ou « quelque peu » augmenté pendant l'année écoulée. En revanche, 10% des répondants estiment que la corruption a diminué un peu voire beaucoup, pendant que 10% pensent que le niveau de corruption n'a pas varié (Figure 5). L'augmentation de la corruption est davantage ressentie par les urbains (86%) que par les ruraux (73%) (Figure 6).

Figure 5: Variation du niveau de corruption | Madagascar | 2018



Question posée aux répondants: A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée?

Figure 6: Evolution de la corruption | par sexe et milieu de résidence | Madagascar | 2018



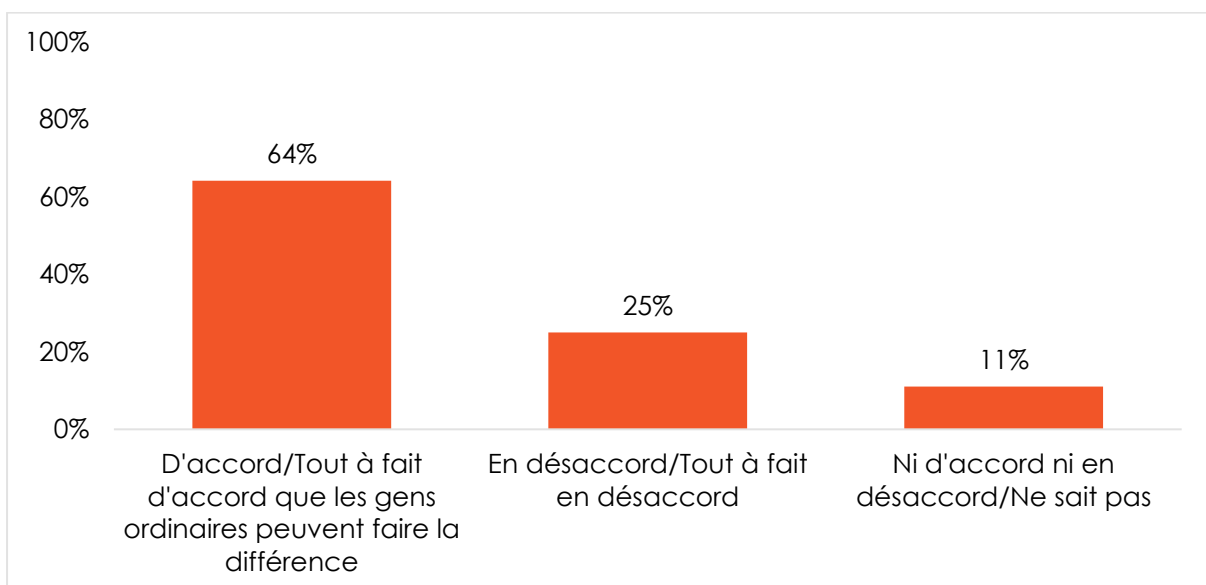
Question posée aux répondants: A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée? (% de ceux qui disent qu'il a augmenté)

Le rôle des citoyens dans la lutte contre la corruption

Malgré l'ampleur de la perception et du vécu des citoyens quant à la corruption, la majorité des Malgaches pensent qu'ils ont un rôle dans la lutte contre ce fléau.

En effet, 64% des citoyens sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que les gens ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption. En revanche, 25% des répondants pensent que les gens ordinaires n'ont pas de rôle à jouer dans cette lutte (Figure 7).

Figure 7: Les citoyens ordinaires peuvent-ils faire la différence? | Madagascar | 2018

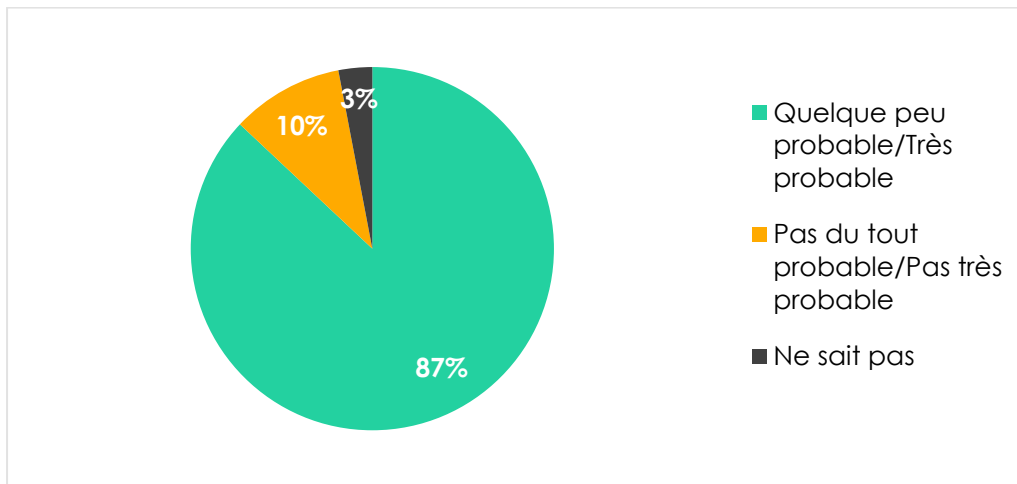


Question posée aux répondants: Pourriez-vous me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: Les gens ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption?

L'implication des citoyens dans la lutte contre la corruption est rendue possible depuis 2004 par le BIANCO, bureau indépendant qui propose de recueillir, de façon anonyme, les doléances au sujet d'actes de corruption, comme un mauvais usage des fonds publics ou la réclamation de pots-de-vin. Et la grande majorité des citoyens (87%) pensent qu'il est « quelque peu probable » ou « très probable » de faire réagir quelqu'un en dénonçant des actes de corruption à cette institution (Figure 8).

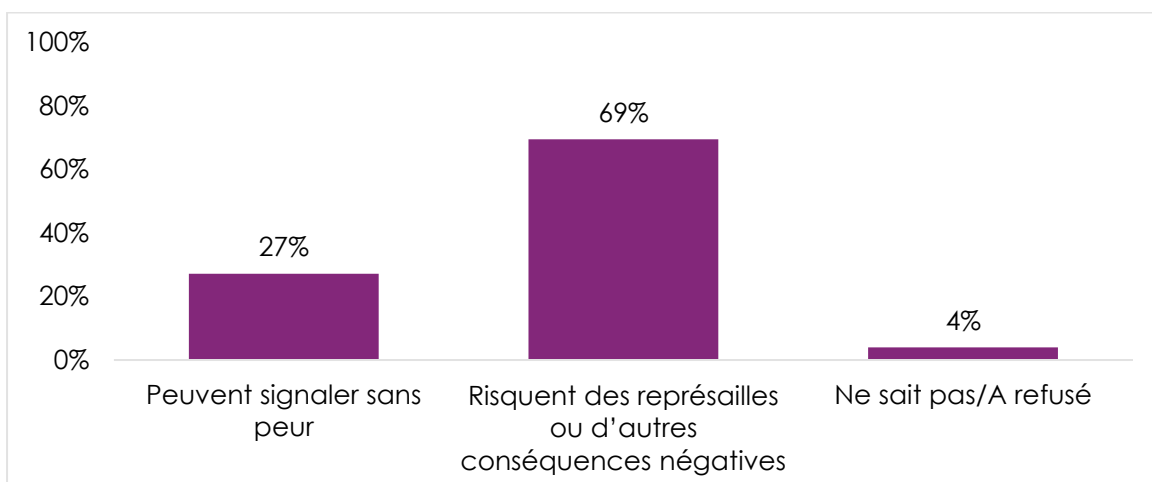
Cependant, même si depuis 14 ans la corruption peut être dénoncée par les citoyens auprès d'une juridiction compétente, d'après la perception et le vécu de la corruption évoqués précédemment, cette possibilité ne serait pas suffisante. En effet, la crainte de conséquences néfastes envers soi suite à une dénonciation est très forte. Ainsi, près de sept Malgaches sur 10 (69%) pensent qu'ils risquent des représailles ou des conséquences négatives s'ils dénoncent des faits de corruption (Figure 9).

Figure 8: Probabilité de réponse si on signale la corruption | Madagascar | 2018



Question posée aux répondants: *Quelle est la probabilité que vous arriviez à faire réagir quelqu'un si vous alliez dans une direction territoriale du BIANCO pour signaler un acte de corruption tel que le mauvais usage des fonds ou la réclamation de pots-de-vin par des agents du gouvernement ou de la police ou le personnel d'appui dans les écoles ou les hôpitaux?*

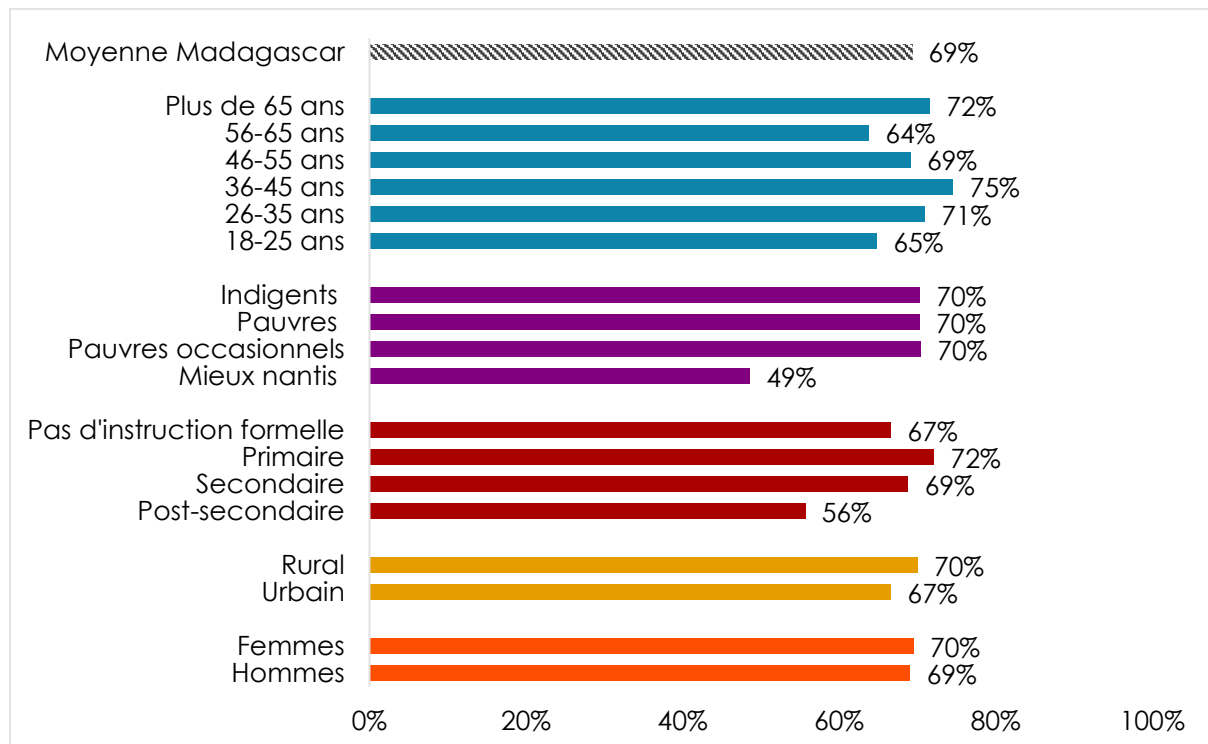
Figure 9: Crainte à dénoncer la corruption | Madagascar | 2018



Question posée aux répondants: *Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent?*

La peur de dénoncer la corruption est relativement similaire quels que soient le milieu de résidence et le genre du répondant. Toutefois, il existe une différence par rapport aux niveaux d'éducation et économique. Les Malgaches de niveau post-secondaire ont moins peur des représailles (56%) que ceux de niveau secondaire (69%), primaire (72%), et d'éducation informelle (67%). De même, les mieux nantis (49%) sont moins nombreux que les plus pauvres (70%) à s'attendre à des conséquences négatives (Figure 10).

Figure 10: Crainte à dénoncer la corruption | par groupe socio-démographique
 | Madagascar | 2018



Question posée aux répondants: Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent? (% de ceux qui disent « risquent des représailles ou d'autres conséquences négatives »)

Conclusion

Même si les Malgaches sont optimistes quant à la possibilité de lutter contre la corruption, ils demeurent craintifs quant aux conséquences qui pourraient découler de leur dénonciation. Malgré la conscience qu'ils ont du rôle des citoyens ordinaires dans cette lutte et leur confiance envers le BIANCO, la peur des conséquences négatives bloque cette relation entre ces deux parties, qui pourrait pourtant être un bon levier pour endiguer ce fléau. C'est notamment une raison pour laquelle Madagascar reste en proie à une corruption grandissante et les autorités administratives et judiciaires sont les premières pointées du doigt, celles-ci mêmes qui devraient participer à son éradication.

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Référence

Transparency International. (2018). Corruption Perceptions Index.
<https://www.transparency.org/cpi2018>.

Désiré Razafindrazaka est directeur du cabinet COEF Ressources, le partenaire national d'Afrobaromètre à Madagascar. Email: desirazaf@yahoo.fr.

Laetitia Razafimamonjy est coordonnateur de projets du cabinet COEF Ressources à Madagascar. Email: coef-re@moov.mg.

Ellora Soulisse est consultante du cabinet COEF Ressources à Madagascar. Email: coef-re@moov.mg.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales dans plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Le 7ème Round d'Afrobaromètre a bénéficié du soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'Etat Américain, de l'agence Américaine pour le développement international (USAID) à travers l'Institut Américain pour la promotion de la paix, de la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy), et de Transparency International.

Les donations aident Afrobaromètre à donner la parole aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) pour discuter d'un financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 302, Afrobaromètre | 14 juin 2019